

tionnaires de l'Etat et aménagement des pensions civiles et militaires;

Vu la loi du 28 septembre 1946 inscrivant l'école centrale des arts et manufactures au nombre des écoles nationales d'enseignement technique;

Le conseil des ministres entendu,

Décète:

Art. 1^{er}. — Les taux des allocations à accorder aux membres du jury du concours d'admission à l'école centrale des arts et manufactures sont fixés ainsi qu'il suit:

Epreuves écrites.

(Correction des copies.)

	Par copie
Géométrie analytique et mécanique	25 F.
Algèbre et analyse	25
Physique	25
Chimie	20
Rédaction	25
Epure	20
Calcul numérique	15
Dessin d'architecture	10
Dessin industriel	10
Langues (thème et version)	15
Croquis	10

Epreuves orales.

200 F l'heure, sauf pour les examinateurs de langues vivantes, qui sont rémunérés sur la base de 120 F l'heure.

Art. 2. — Les membres des jurys qui résident en dehors de Paris ont droit au remboursement de leurs frais de chemin de fer en première classe, à l'aller et au retour, et aux frais de séjour dans les conditions prévues par les règlements en vigueur.

Art. 3. — L'indemnité à allouer au personnel non examinateur sera calculée ainsi qu'il suit:

A. — Personnel n'appartenant pas à l'administration.

	L'heure.
Personnel de surveillance	30 F.
Personnel chargé de travaux administratifs	25
Personnel chargé de la préparation des salles de gardiennage et maintenance du matériel	20

B. — Personnel (titulaire ou auxiliaire) appartenant à l'administration.

Les tarifs précédents ne sont pas applicables aux fonctionnaires et auxiliaires des administrations publiques. Lorsqu'ils sont appelés à accomplir des travaux supplémentaires à l'occasion de ce concours, ceux-ci sont rémunérés conformément aux tarifs d'heures supplémentaires qui leur sont propres, sans toutefois que le tarif appliqué puisse excéder 70 F de l'heure.

Art. 4. — Les menues dépenses et les frais d'achat des objets nécessaires au fonctionnement de ce concours seront remboursés sur présentation des pièces justificatives visées par le président du jury.

Art. 5. — Le ministre de l'éducation nationale et le ministre des finances et des affaires économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié

au Journal officiel de la République française et aura effet du 1^{er} janvier 1947.

Fait à Paris, le 9 février 1948.

SCHUMAN.

Par le président du conseil des ministres:
Le ministre de l'éducation nationale,
M.-E. NAEGELEN.

Le ministre des finances
et des affaires économiques,
RENÉ MAYER.

Le secrétaire d'Etat au budget,
MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY.

Décret du 9 février 1948 portant approbation de l'élection d'un secrétaire général de l'académie nationale de médecine.

Par décret en date du 9 février 1948, est approuvée l'élection par l'académie nationale de médecine, pour une période de cinq ans, de M. Baudouin (Alphonse-Marie), en qualité de secrétaire général de cette compagnie, en remplacement de M. Roussy.

Décret du 9 février 1948 portant nomination d'un professeur titulaire d'enseignement supérieur.

Par décret en date du 9 février 1948, M. Gauthier (Luc), chargé d'enseignement à la faculté des sciences de l'université de Nancy, est nommé à l'emploi de professeur de mathématiques appliquées à cette même faculté (dernier titulaire: M. Capelle) et titularisé dans le grade correspondant, à compter du 1^{er} novembre 1947.

Décret du 9 février 1948 conférant l'honorariat (enseignement supérieur).

Par décret en date du 9 février 1948, le titre de professeur honoraire de la faculté de droit de l'université de Rennes est conféré à M. Rousseau (Charles), ancien professeur à ladite faculté, appelé à d'autres fonctions

Décret portant nomination (enseignement supérieur).

Rectificatif au Journal officiel du 11 décembre 1947: page 12085, 2^e colonne, au lieu de: « M. Queney, directeur de l'observatoire d'Alger, est nommé professeur dans la chaire de météorologie et physique de l'atmosphère... », lire: « M. Queney, directeur de l'observatoire d'Alger, est nommé professeur dans la chaire de météorologie et dynamique atmosphérique... ».

(Le reste sans changement.)

Commissions paritaires de licenciement à la direction générale de la jeunesse et des sports.

Le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative et le ministre de l'éducation nationale,

Vu la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947 relative aux conditions de dégageement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat;

Vu le décret n° 48-4 du 2 janvier 1948 portant réalisation d'économies à la direction générale de la jeunesse et des sports,

Arrête:

Art. 1^{er}. — En application des dispositions de l'article 3 de la loi du 3 septembre 1947 susvisée, il est créé à la direction générale de la jeunesse et des sports huit commissions paritaires de licenciement composées ainsi qu'il suit et respectivement compétentes à l'égard du personnel ci-après indiqué:

1^o Inspecteurs généraux de la jeunesse et des sports.

Le directeur général de la jeunesse et des sports, président.

Un fonctionnaire ayant au moins le grade d'administrateur civil de 2^e classe.

Deux inspecteurs généraux titulaires et un inspecteur général suppléant élus par leurs collègues.

2^o Inspecteurs principaux de la jeunesse et des sports.

Le directeur général de la jeunesse et des sports, président.

Trois fonctionnaires ayant au moins le grade d'administrateur civil de 2^e classe.

Quatre inspecteurs principaux titulaires et deux inspecteurs principaux suppléants élus par leurs collègues, dont au moins un membre titulaire et un membre suppléant provenant des cadres de l'ancienne direction des mouvements de jeunesse et de culture populaire;

3^o Inspecteurs de la jeunesse et des sports.

Le directeur général de la jeunesse et des sports, président.

Trois fonctionnaires ayant au moins le grade d'administrateur civil de 2^e classe.

Quatre inspecteurs titulaires et deux inspecteurs suppléants élus par leurs collègues, dont au moins un membre titulaire et un membre suppléant provenant des cadres de l'ancienne direction des mouvements de jeunesse et de culture populaire;

4^o Secrétaires d'inspection.

Le directeur général de la jeunesse et des sports, président.

Trois fonctionnaires ayant au moins le grade d'administrateur civil de 2^e classe.

Quatre secrétaires d'inspection titulaires et deux secrétaires d'inspection suppléants élus par leurs collègues, dont au moins un membre titulaire et un membre suppléant provenant des cadres de l'ancienne direction des mouvements de jeunesse et de culture populaire;

5^o Rédacteurs d'inspection.

Le directeur général de la jeunesse et des sports, président.

Trois fonctionnaires ayant au moins le grade d'administrateur civil de 2^e classe.

Quatre rédacteurs d'inspection titulaires et deux rédacteurs d'inspection suppléants élus par leurs collègues, dont au moins un membre titulaire et un membre suppléant provenant des cadres de l'ancienne direction des mouvements de jeunesse et de culture populaire;

6^o Professeurs d'éducation physique et sportive.

Le directeur général de la jeunesse et des sports, président.

Trois fonctionnaires ayant au moins le grade d'administrateur civil de 2^e classe.

Quatre professeurs d'éducation physique et sportive titulaires et deux professeurs d'éducation physique et sportive suppléants élus par leurs collègues;

7^o Maîtres d'éducation physique et sportive.

Le directeur général de la jeunesse et des sports, président.

Trois fonctionnaires ayant au moins le grade d'administrateur civil de 2^e classe.

Quatre maîtres d'éducation physique et sportive titulaires et deux maîtres d'éducation physique et sportive suppléants élus par leurs collègues;

8° Directeurs de centres d'éducation physique et de culture populaire.

Le directeur général de la jeunesse et des sports, président.

Trois fonctionnaires ayant au moins le grade d'administrateur civil de 2^e classe.

Quatre directeurs de centre titulaires et deux suppléants provenant par moitié des centres d'éducation physique et sportive et des centres de culture populaire, élus par leurs collègues;

9° Economes des centres d'éducation physique et sportive et de culture populaire.

Le directeur général de la jeunesse et des sports, président.

Deux fonctionnaires ayant au moins le grade d'administrateur civil de 2^e classe.

Trois économistes titulaires et deux économistes suppléants élus par leurs collègues, dont un membre titulaire et un membre suppléant provenant des centres d'éducation populaire.

Art. 2. — Il est créé auprès de chaque chef de service académique de la jeunesse et des sports trois commissions régionales paritaires de licenciement.

4° Professeurs d'éducation physique et sportive délégués.

Le chef de service académique de la jeunesse et des sports, président.

Deux chefs de service départementaux de la jeunesse et des sports,

Trois professeurs d'éducation physique et sportive délégués titulaires et un suppléant élus par leurs collègues.

2° Maîtres d'éducation physique et sportive délégués.

Le chef de service académique de la jeunesse et des sports, président.

Deux chefs de service départementaux de la jeunesse et des sports,

Trois maîtres d'éducation physique et sportive délégués titulaires et un suppléant élus par leurs collègues.

3° Auxiliaires de bureau.

Le chef de service académique de la jeunesse et des sports, président.

Deux chefs de service départementaux de la jeunesse et des sports,

Trois auxiliaires de bureau titulaires et un suppléant, élus par leurs collègues.

Art. 3. — Il est créé auprès de chaque directeur de centre régional d'éducation physique et sportive et de culture populaire deux commissions paritaires.

1° Auxiliaires de bureau.

Le directeur de centre, président,

L'économiste du centre,
Deux auxiliaires de bureau titulaires et un suppléant élus par leurs collègues.

2° Auxiliaires de service.

Le directeur de centre, président,

L'économiste du centre,
Deux auxiliaires de service titulaires et un suppléant élus par leurs collègues.

Art. 4. — Les conditions d'élection des représentants du personnel à ces commissions paritaires de licenciement seront déterminées par circulaire ministérielle.

Le vote aura lieu dans tous les cas au scrutin secret.

Art. 5. — Le directeur général de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 8 janvier 1948.

Le ministre de l'éducation nationale,
M.-L. NARGÈLEN.

Le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative,
JEAN BIONDI.

Fonds de concours.

Par arrêté en date du 20 janvier 1948, il est ouvert au ministre de l'éducation nationale, sur l'exercice 1947, un crédit de 226.260 F aux chapitres suivants.

Chap. 233. — Bibliothèques municipales. — Traitement du personnel titulaire. 217.460 F.

Chap. 391. — Lecture publique. — Matériel et achat de livres..... 9.400

Total 226.260 F.

Legs et donations.

Par arrêté en date du 20 janvier 1948, il est ouvert au ministre de l'éducation nationale, sur l'exercice 1947, un crédit de 15.000 F au chapitre 616: « Emploi de fonds provenant de legs ou de donations », du budget de l'éducation nationale.

Par arrêté en date du 20 janvier 1948, il est ouvert au ministre de l'éducation nationale, sur l'exercice 1947, un crédit de 1.000 F au chapitre 616: « Emploi de fonds provenant de legs ou de donations », du budget de l'éducation nationale.

Equivalences de diplôme d'architecte français et étrangers.

Par arrêté en date du 22 janvier 1948, les titulaires du diplôme d'architecte délivré par la faculté d'architecture de Bucarest sont considérés comme remplissant la condition fixée au paragraphe 2 de l'article 2 de la loi du 31 décembre 1940.

Dates des épreuves des concours d'entrée dans les écoles nationales d'arts et métiers, écoles nationales professionnelles et écoles nationales d'horlogerie.

L'arrêté en date du 29 janvier 1948 fixe comme suit les dates des épreuves des concours d'entrée dans les écoles nationales d'arts et métiers, les écoles nationales professionnelles et les écoles nationales d'horlogerie:

Les épreuves écrites et graphiques du concours d'entrée dans les écoles nationales d'arts et métiers auront lieu les 7, 8 et 9 juin 1948.

Les épreuves orales et d'atelier commenceront le 5 juillet 1948.

Le concours d'entrée dans les écoles nationales professionnelles et les écoles nationales d'horlogerie est fixé au jeudi 1^{er} juillet 1948.

Commissions administratives paritaires pour les personnels relevant de la direction des musées de France.

Le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative et le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'article 22 de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires;

Vu le décret n° 47-1370 du 21 juillet 1947 portant règlement d'administration publique pour l'institution des commissions administratives paritaires et des comités techniques paritaires,

Arrêtent:

Art. 1^{er}. — En application de l'article 2 du décret susvisé du 21 juillet 1947, il est institué au ministère de l'éducation nationale, auprès du directeur des musées de France, trois commissions administratives paritaires compétentes respectivement à l'égard des personnels ci-après:

1^{re} commission. — Personnel scientifique des musées nationaux, conservateurs et assistants des musées classés, inspecteur général et inspecteurs principaux des musées et, à titre

provisoire, chef du service de surveillance et d'entretien des musées nationaux et secrétaire de l'école du Louvre.

2^e commission. — Chefs d'atelier, chefs ouvriers et ouvriers professionnels des musées nationaux.

3^e commission. — Préposés des musées nationaux, surveillants, brigadiers et gardiens des musées nationaux et agents des cadres complémentaires.

Art. 2. — La composition des commissions administratives visées à l'article 1^{er} est fixée comme suit:

	Membres titulaires.	Membres suppléants.
Commission administrative paritaire n° 1:		
a) Représentants du personnel:		
Conservateurs en chef des musées nationaux et inspecteur général des musées.....	1	1
Conservateurs des musées nationaux et inspecteurs principaux des musées.....	2	2
Assistants des musées nationaux et des musées classés, chef du service de surveillance et d'entretien des musées nationaux, secrétaire de l'école du Louvre, bibliothécaire du musée Guimet.....	2	2
Conservateurs des musées classés.....	2	2
b) Représentants de l'administration.....	7	7
	<u>11</u>	<u>11</u>

Commission administrative paritaire n° 2:

a) Représentants du personnel:

Chefs d'atelier des musées nationaux.....

Chefs ouvriers des musées nationaux.....

Ouvriers professionnels des musées nationaux.....

b) Représentants de l'administration.....